Cahiers de

l'humanisme libertaire

REVUE MENSUELLE D'ÉTUDES SOCIOLOGIQUES

Janvier 1965 — Nouvelle série - N° 108 — ABONNEMENT ANNUEL : 8 F — LE NUMERO : 0,70 F

LES "CAHIERS" CONTINUENT

Il faut souvent, dans la vie humaine, traverser des moments difficiles pour compter ses amis. Ce qui est vrai pour les personnes l'est aussi pour les choses vivant des personnes mêmes. Ainsi, il a fallu le danger de disparition qui a menacé nos « Cahiers » pour que, par l'aide matérielle et les encouragements qui nous ont été donnés avec un empressement émouvant, nous puissions mesurer l'attachement et l'estime dont bénéficie notre revue.

Nous la faisons, cette revue, en apportant le travail que cela demande. Nous la rédigeons, la corrigeons, l'expédions ; et nous n'avons que, de temps en temps, de rares lettres de ceux qui s'y sont abonnés, sur des questions administratives, et parfois pour exprimer un désaccord ou une critique. Rares sont ceux qui nous écrivent pour nous dire leur satisfaction, car chacun est pris par ses tâches quotidiennes, et puis parce que cette démarche ne paraît pas nécessaire.

Mais aussi, nous nous demandons souvent si nos efforts ont une portée, si notre travail auquel nous donnons bien du temps est apprécié et considéré comme utile. Le manque de liens fait parfois naître le doute, par une sensation de vide. Aussi, cette petite crise aura-t-elle eu, de ce point de vue, un résultat positif. Elle nous a montré que nous ne travaillons pas pour rien, et que nous avons des amis dévoués. Elle a resserré les liens entre eux et nous, renforçant ainsi la solidarité qui, à partir de maintenant, doit nous unir davantage. La vie des « Cahiers », leur labeur, sont devenus un peu plus une œuvre commune.

Amis et Camarades, continuons et merci !

La situation nouvelle

Pour ne pas élever trop brutalement le prix de l'abonnement à 10 francs, nous avons calculé au plus juste. Et une des mesures que nous avons décidées est, si cela est inévitable, de faire paraître onze numéros par an, en supprimant celui du mois d'août, pendant les vacances. C'est devenu, dans toute la presse périodique, une pratique courante que nous avons voulu éviter jusqu'à maintenant et que nous nous efforcerons cependant d'éviter encore.

Mais du moins paraîtrons-nous régulièrement, et nos lecteurs peuvent être certains que l'irrégularité avec laquelle les « Cahiers » sont sortis, particulièrement en 1964, irrégularité dont nous avons assez souffert, ne se reproduira pas.

D'autre part, même en adoptant la mesure que nous avons dite, et en comptant sur l'apport monétaire possible des membres du groupe, nous devons, dès maintenant prévoir un déficit de *1 800 francs par an.*

Nos amis dont les ressources économiques sont suffisantes pour prendre part à la liste de souscription sont donc priés de continuer à le faire, comme nous le faisons nous-mêmes. Cela nous permettra aussi d'assurer le service aux vieux camarades retraités et sans ressources, et de continuer les prospections qui sont toujours une source de dépenses.

Abonnements de soutien

Nous avions exprimé, dans notre dernier numéro, la crainte d'avoir à doubler le prix de l'abonnement en le portant de 5 à 10 francs par an. Les conditions que nous avons pu obtenir étant meilleures que ce que nous pensions, il nous est possible de nous arrêter à HUIT FRANCS.

Nous demandons donc à nos amis de tenir compte désormais de ce nouveau tarif quand ils paieront leur réabonnement.

Nous publierons dans le prochain numéro la liste des dons que nous avons reçus en réponse à notre appel. Nos amis nous excuseront de ne pas le faire dans ce numéro même : le temps nous a manqué pour la rédiger.

l'Abonnement à 8 francs

Notre proposition quant aux abonnements de soutien a reçu l'approbation des abonnés qui nous ont répondu.

Nous établissons donc ce mode de paiement et d'aide que, tout bien pesé, nous pensons pouvoir fixer à un minimum de 20 francs par an.

DEUX KILOS DE FARINE

A l'occasion du Nouvel An, les habitants de Moscou ont reçu chacun deux kilos de farine. Cadeau royal de l'Etat appelé socialiste, qui devait dépasser les nations capitalistes en 1960-61-62-63-64 et maintenant un peu plus tard... Si ce don était fait en France, en Angleterre, aux Etats-Unis, tous nos pro-moscovites dénonceraient, indignés, un régime tombé si bas, en disant, avec raison, qu'un tel cadeau donne la mesure des conditions économiques dans lesquelles vit la population.

Nous pouvons en tirer les mêmes conclusions en ce qui concerne la vie en U.R.S.S., que cela plaise ou non à ceux qui n'ont pas le courage de regarder les choses en face. On arguera de la mauvaise récolte de l'année 1963. Mais il faudrait, d'abord, savoir si les conditions de l'agriculture soviétisée ne sont pas, au moins, aussi responsables que les conditions atmosphériques de ce déficit catastrophique. Les paysans russes opposent la résistance passive à la dictature politico-policière du parti au pouvoir et la bureaucratie des kolkhozes et des sowkhozes paralyse. Telles sont les raisons essentielles de cette triste situation, qui n'est du reste pas nouvelle, car c'est depuis le milieu de 1962 que la vente de farine est interdite en U.R.S.S. Tout ne dépend donc pas de la mauvaise récolte de 1963... Et l'on pourrait dire bien davantage.

Ces faits ont conduit les nouveaux gouvernants, qui toujours agissent dictatorialement, au nom de la « démocratie populaire », à augmenter le lot personnel des paysans où les moyennes de récolte sont toujours supérieures aux moyennes de l'agriculture soviéto-bureaucratisée.

En même temps, on a commencé, dans plusieurs usines, à pratiquer le système des primes, des bonifications et des récompenses individuelles et le partage des bénéfices par entreprise (selon l'échelle des salaires sans doute). Naturellement, les *Izvestias* ont affirmé que cela n'avait rien à voir avec le capitalisme : il faut essayer de sauver la face...

En réalité, les gouvernants de l'U.R.S.S. sont affolés devant la désorganisation permanente, le gaspillage, le sabotage, l'indescriptible pagaïe qui règne aussi dans l'ensemble des industries. Depuis la prise du pouvoir par les bolchéviques, et étant donné les bases alors existantes pour le développement de l'économie moderne, une struc-

A un ami pacifiste

Marcel RENOT

Mon cher ami,

Croyez bien que si je n'ai pu me déterminer à répondre tout de suite à votre lettre, ce n'est pas par indifférence. C'est même tout le contraire puisque ce qu'elle m'incitait à vous dire m'a quelque peu effrayé.

Croyez-moi, j'ai le plus vif désir de voir, ne serait-ce qu'un tout petit peu, l'idéal de vos amis pacifistes imprégner la mentalité profonde des hommes.

Mais, pardonnez-moi, je ne croirais pas honnête de vous cacher qu'en ce qui concerne la paix, ma confiance est mince, tellement même qu'on voit, comme on dit, le jour à travers. Et ce jour n'est pas beau !

Dans l'implacable déroulement des faits, des événements, la guerre est toujours là. Et je constate qu'on la prépare avec fierté, qu'on y consacre des budgets énormes, qu'on échange en hauts lieux — et ailleurs — des arguments de plus en plus chaleureux pour nous convaincre de la beauté de notre avenir atomique ; que, de ce côté-ci du monde, la sécurité (et la gloire) du pays en dépend, et on ajouterait même, sans rire, « qu'on est mieux ici qu'en face » encore que nous sachions qu'en face, on est béat aussi devant les stocks de bombes depuis longtemps déjà « appelées sous les drapeaux » comme des conscrits.

Cela ne m'empêche pas, sachez-le bien, d'applaudir les nobles esprits, comme Schweitzer et Bertrand Russel, qui tâchent à se faire entendre des populations vraiment indifférentes aux hécatombes futures.

Regardez, mon cher ami, comme la promesse de ces massacres inimaginables est acceptée avec joie par les uns, avec passivité par les autres.

Résignées, les futures victimes ne trouvent pas trop chère la contribution qu'on leur demande et qu'elles n'ont jamais songé à refuser.

Aujourd'hui même, 9 décembre, en première page d'un grand quotidien, avez-vous vu ce petit communiqué tout à fait réconfortant ? Le voici : « New-York possède à présent suffisamment d'abris anti-atomiques pour recevoir un million de personnes pendant environ deux semaines. Des rations alimentaires de secours sont stockées dans 1 874 immeubles, et la municipalité se propose d'aménager 25 070 abris pour 13,5 millions de personnes ».

Voulez-vous un autre couplet ? Un député tahitien vint dire à ses collègues du Parlement que des essais atomiques français menaceraient 85 000 Polynésiens « des hommes, des femmes, des enfants qui, à des titres divers auront à pâtir du dangereux projet du gouvernement ».

La séance au cours de laquelle ces déclarations ont été faites était télévisée, et les spectateurs ont pu voir 1° que la Chambre était aux trois quarts vide ; 2e que les rares députés présents n'écoutaient pas et, visiblement, se foutaient bien des milliers de vies compromises aux antipodes (1). Et les téléspectateurs itou, probablement. Ah ! ces raseurs avec leurs nègres ! Allons, un petit coup de yé-yé par là-dessus.

La guerre, quelque forme qu'elle ait, se trouve bien dans les esprits, n'en veut point sortir nonobstant tous les prêches des hommes de bonne volonté.

L'agressivité est naturelle à l'homme et, partant, aux collectivités, il faut bien le croire avec cet auteur qui affirme : « la guerre est le principal moteur du droit international ». N'est-elle pas constamment exaltée ?

Pour le moment, et vous le savez bien mon ami, la paix repose sur des menaces réciproques d'anéantissement. En même temps, voyez quel luxe de propagande pour la cruauté de la tuerie réussie ! Ce qu'on appelle « la victoire » ! Toutes les politiques intérieures et extérieures ont toujours été centrées sur la guerre et, délicieusement, sur l'héroïsme. Le bon sens, qu'en fait-on ?

Vous y croyez, vous, je le sais, comme tous les pacifistes dont, avec les meilleures intentions, l'action « aboutirait plutôt à préserver la guerre d'une faillite (2) » qui, au reste ne la menace pas. Hélas !...

Que peuvent-ils opposer à la guerre ces braves gens ? De beaux discours où, parfois, Dien apparaît (quelle que soit l'Eglise qui l'abrite) et dont, comme dit Anatole France « l'impuissance est infinie ». Je ne vous apprendrai rien sur ce point en vous disant que les Eglises se sont faites les esclaves du nationalisme avec tout ce qui en découle : la bêtise, la laideur, les infamies, les crimes. Passons là-dessus.

Où je suis d'accord avec vous, c'est quand vous me dites que le péril « ne vient pas de l'environnement mais bien de l'homme lui-même ». Alors, mon cher ami ?

C'est bien pourquoi l'homme est toujours prêt à recommencer son absurde sacrifice et que la chose du monde la mieux partagée c'est l'héroïsme, non le bon sens, comme je vous le dis plus haut. Et c'est bien pourquoi il ne s'indigne pas. Si dans son cœur il y a, comme on dit en blaguant, un cochon qui sommeille, il s'y trouve aussi un soldat qui ne dort que d'un œil. Les deux, d'ailleurs font un parfait ménage.

Que disent à 'homme ses principes ? — qu'il faut servir son pays. Vous aurez beau lui représenter ce qu'il faut penser de la moralité de l'Etat, qui est une moralité de coquin, il ne comprendra pas qu'avec la mentalité étatiste-militaire il doit voir autre chose dans la guerre qu'un sport heureux.

Et je partage l'opinion de celui qui a pu avancer « qu'il est plus facile à l'homme de mourir que de réfléchir ».

Les messages de paix que vous portez, ni ce que vous nommez « le génie missionnaire de la France » (ce pays qui est parmi les plus militaristes du monde) n'y pourront rien.

Le monde est toujours à feu et à sang : quand ne le fut-il pas ? Qui vous fait croire « aux aspirations pacifiques d'une humanité solidaire par ses vivants et ses morts » ?

Sans doute quelques individus prêchant courageusement dans le désert le croient. Mais que peuvent-ils ?

Vous mettez, me dites-vous, beaucoup d'espoir dans les grands penseurs, les grands artistes dont les œuvres peuvent rapprocher les hommes...

Pourtant, en quels temps ces œuvres ont-elles empêché le sang de couler ?

L'élan poétique, dont vous vous plaisez à faire état, a toujours existé, du moins le voyons-nous aussi loin qu'on puisse remonter dans l'histoire et la préhistoire même, puisqu'on le trouve déjà exprimé par les hommes des cavernes — qui fabriquaient aussi des armes.

Naturellement, mon ami, à défaut d'un remède idéal, on soigne tout de même une maladie. On a essayé donc, des soins divers pour enrayer le pire des maux : la guerre.

On a établi des plans de paix, on a signé des traités, on en a signé huit mille au cours de l'histoire...

Et la technique du massacre se porte bien, a régulièrement évolué vers la perfection. On peut la suivre depuis le casse-tête du primitif, la flèche, l'arme blanche, jusqu'à la bombe au phosphore — qui fit flamber des villes entières, choses et gens.

Puis les savants — adulés — créateurs de l'élan technique qui, selon vous, rejoint l'élan poétique, (!) ont fait au monde le plus riche des cadeaux : la bombe atomique...

Je veux bien convenir, mon cher ami, que le désarmement est souhaitable. Mais il ne limite que les moyens de destruction si les impulsions belliqueuses subsistent. Une fois la violence collective déchaînée, on verra à fabriquer en hâte des armes efficaces, grâce à l'outillage et à la sacro-sainte technique.

Voilà, mon ami. Devant les penseurs courageux qui essaient, comme vous le dites, d'indiquer au monde « une voie qui le conduirait vers des rivages plus riants » nous tirons notre chapeau, et de grand cœur. Cette voie n'est pas celle du militarisme !...

Enfin, que voulez-vous ?, on sait depuis longtemps que les vers sont dans les fruits. Ils y sont peut-être depuis les origines du monde. Les fruits seront-ils écrasés ? Que croire ?

On se contentera d'en écraser une certaine quantité ? Comme ils repoussent vite « la guerre sera sauvée », ainsi que l'écrit Bouthoul.

Peut-être que si on limitait la repousse... C'est là une autre histoire.

En attendant, je me répète, en souriant, ce que chantait un vieux camarade disparu, le poète libertaire Paul Paillette :

« On est tous frèr's, oui mon salaud,

J't'en foutrai d'l'Internationale ».

Croyez à mon amitié.

(1) Cité par R. Tréno.
(2) Gaston Bouthoul.

---

ture vraiment socialiste aurait dû pouvoir dépasser les nations capitalistes, car elle n'a pas été gênée par les contradictions inhérentes au capitalisme, ses crises, ses rivalités.

Et c'est que dans l'industrie comme dans l'agriculture, le capitalisme d'Etat a constitué et constitue un obstacle permanent au développement normal de la production. L'étatisation c'est le règne de la bureaucratie, du parasitisme, de l'irresponsabilité et la sclérose générale (1). Les initiatives que nous venons de commenter sont sans doute des efforts pour sortir de l'impasse dans laquelle le régime s'est enfermé. Mais ce serait le comble si, pour atteindre ce but, les gouvernants « communistes » russes préféraient copier les méthodes du capitalisme occidental au lieu de choisir l'élargissement du socialisme grâce aux pratiques de la liberté !

Car pour ne pas lâcher le pouvoir, ceux qui en sont intoxiqués sont capables de tout.

(1) Castro se plaignait récemment qu'au lieu d'être congédiés, les employés d'Etat cubains étaient envoyés à d'autres postes où ils continuent à causer « plus de dommages à l'économie cubaine que dix mille contre-révolutionnaires ».

LA GRANDE HYPOCRISIE

Hugo ROLLAND

N. de la R. — *Nous publions, avec un retard qui a dépendu plus des circonstances que de nous-mêmes, l'article suivant, écrit par notre camarade italien Hugo Rolland au moment de la mort du leader communiste italien Palmiro Togliatti. Malgré le temps écoulé, il contient des enseignements qu'il est bon de retenir, car ils sont et demeurent toujours valables.*

⁂

La radio-Vatican a dit, dans son commentaire sur la mort de Palmiro Togliatti : « Fouiller dans les profondeurs de sa conscience est un privilège exclusif de Dieu. Dieu seul scrute les secrets et le cœur des hommes ».

Si nous devions accepter ce point de vue, et partant nous abstenir de formuler quelque jugement que ce soit devant la mort, dans cette heure de grande hypocrisie et de douleur, éprouvée réellement ou simulée, et partant adopter une attitude « chrétienne » en invoquant la divine miséricorde, nous finirions nous aussi, à notre honte, par nous nier nous-mêmes avec tout ce que nous avons pensé et pensons, aussi bien que les luttes que nous avons soutenues pour la liberté des peuples et des individus.

Quelles qu'aient été l'envergure intellectuelle et la duplicité politique de Palmiro Togliatti ainsi que les « grandes et nobles qualités » de l'homme que les apologistes et les adulateurs de gauche et de droite se sont efforcés de découvrir après sa mort, nous n'oublions pas pour cela, même s'il en était ainsi, certains comportements qui ont montré sa vraie morale.

C'est pourquoi nous n'abandonnons pas à Dieu le privilège exclusif d'analyser la conscience de Palmiro Togliatti. Sans rien fausser, sans emprunter des chemins tortueux, sans nous incliner devant la majesté de la mort — conventionnalisme inacceptable ! — nous prenons sur nous la responsabilité que d'autres attribuent à Dieu, et en ce qui concerne les actions dictées par la conscience de Togliatti, nous résumons notre opinion par un seul mot : celui d'ASSASSIN !

On veut embellir le souvenir du défunt en mettant en relief sa valeur intellectuelle, en en faisant un « génie politique », comme si tout cela suffisait pour effacer un passé qui le lie inexorablement à la déroute de la révolution espagnole et l'associe, complice conscient et intéressé, aux crimes de Staline.

Les 25 000 drapeaux rouges qui ont orné le cortège funèbre de Rome auraient pu aussi bien symboliser le sang des révolutionnaires tués en Espagne et en Russie, en Pologne et en Hongrie, partout où, au nom du communisme bolchevique, on a tué et supprimé la liberté. Les poings levés auraient pu symboliser les malédictions de ses victimes, de ses compagnons de parti et de nationalité qui ont disparu dans les camps de concentration staliniens sans qu'il ait élevé la voix pour les défendre.

C'est aux innombrables assassinés d'une balle dans la nuque ; à tous ceux qui sont tombés devant le peloton d'exécution, aux millions d'hommes et de femmes morts de froid et de faim dans les camps infernaux de l'Arctique, au peuple d'Espagne, à tous ceux qui furent assassinés par les sbires de Grimao pendant que la lutte faisait rage contre les forces de Franco, c'est à tous ceux-là qu'est allée notre pensée quand nous avons appris la mort de Togliatti. C'est pour rendre hommage à toutes ces victimes, célèbres ou anonymes, que nous nous sommes inclinés devant la majesté de la mort. Et en le faisant nous avons eu honte, et nous éprouvons cette honte envers ceux qui ont rendu hommage en oubliant leurs camarades assassinés. Car le moindre hommage impliquait l'oubli, le pardon, l'absolution pour tant d'impardonnables crimes.

Parmi les peu nombreux écrivains n'appartenant pas à la droite et au fascisme, qui ne se sont pas salis, figure Isaac Deutcher (1). Dans le numéro de l'*Expresso* (2), du 30 août 1964, celui-ci retrace la carrière, toute d'opportunisme de Togliatti, depuis 1931 jusqu'à la défaite de la révolution et de la République espagnoles.

Evoquant l'histoire des luttes intestines du Komintern, l'auteur souligne comment, dans cette période, Togliatti savait très bien (et l'assassinat de Matteoti en avait été l'exemple le plus frappant) qu'il était injuste d'accuser de fascisme toutes les forces non communistes, qu'elles fussent prolétariennes ou non, mais qui luttaient contre le fascisme. Plus que tout autre membre du Komintern, Ercoli (3) connaissait la situation italienne, mais contre toute logique il se déclarait, sans désemparer, pour la politique désastreuse voulue par Staline. Et Deutcher ajoute :

« On ne se surprenait pas d'une attitude semblable de la part de Thaelmann, le chef du parti communiste allemand, ou d'un Kuusinen, le pantin finnois de Staline, ou d'un Manuilsky, le fantoche auquel Staline avait confié la direction des affaires du Komintern. Mais Ercoli, que j'ai conu comme un ami intime de Gramsci (4), lequel s'était efforcé, dans les années précédentes, de faire connaître la grave leçon qui se dégageait de l'expérience italienne, comment pouvait-il appuyer une politique qui devait conduire inévitablement le communisme allemand, et aussi européen, à la catastrophe ? Nos amis de Moscou nous firent savoir qu'Ercoli agissait ainsi les yeux bien ouverts, et conscients du désastre auquel conduisait le Komintern ; mais il était totalement soumis à Staline et il n'aurait ni dit, ni fait rien qui eût pu affaiblir si peu que ce fût sa situation dans la hiérarchie du Komintern. Pour nous, donc, Ercoli fut un des principaux responsables de la capitulation et de la déroute totale du communisme dans le mouvement ouvrier allemand en 1933 » (5).

Puis Deutcher, se référant aux tragiques événements d'Espagne, déclare que « toutes les manœuvres tactiques d'Ercoli, et naturellement de Staline, tendaient à maintenir continuellement la gauche espagnole suspendue entre la victoire et la défaite, car pour Staline une victoire était — c'est le moins qu'on puisse dire —, plus indésirable même que la défaite. Et l'auteur souligne comment ces faits conduisirent au conflit sanglant avec P.O.U.M., parti semi-trotskyste, les anarcho-syndicalistes et les brigades internationales. Et voici sa conclusion :

« Tout en aidant dans une certaine mesure l'Espagne républicaine contre Franco, Staline a conduit sa propre guerre politique et psychologique ; et Ercoli a accepté d'agir sur place comme l'exécutant de Staline lui-même ».

Il agit encore ainsi pendant la période de la grande épuration en U.R.S.S. et des grands procès de Moscou, et quand le G.P.U. étendit son inquisition jusqu'à l'Espagne. Ercoli ne fut pas personnellement un des inquisiteurs, mais il fut bien l'inspirateur de cette politique. On sait aussi que tandis que la majorité des hommes envoyés en Espagne pour réaliser cette épuration furent, à leur tour épurés dès leur retour, à Moscou, Togliatti-Ercoli fut un des rares épurateurs qui survécurent ».

Et tandis qu'il avait sur la conscience des torrents du sang versé, Togliatti, complice de Staline, est mort dans son lit.

Voilà ce qu'il faudrait graver sur sa tombe.

N. de la R.

(1) Ecrivain nord-américain, qui fit partie du Komintern où il connut très bien Togliatti, et qui est aujourd'hui un journaliste indépendant très estimé.
(2) Périodique italien.
(3) Ercoli était le vrai nom de Togliatti. C'est sous son vrai nom que le désignent les vieux communistes qui l'ont connu.
(4) Un des fondateurs et théoriciens du parti communiste italien.
(5) C'est-à-dire au moment du triomphe de Hitler.

Les peuples et la guerre

Les peuples ne désirent pas la guerre, ils la craignent. Voilà ce que nous affirmions, dans un article publié il y a quelque trois ans, et ce que nous répétons aujourd'hui. Voilà ce que, dans l'ensemble, montre l'histoire. Car sous les apparences, sous certaines réalités même, ils préfèrent la paix, et de loin.

Dans l'ensemble, la guerre leur a été étrangère. Elle fut l'affaire des chefs d'Etat, des rois, des empereurs, des seigneurs féodaux, des conquérants comme César, Alexandre, Napoléon, Charlemagne, Hitler ou Staline. Il a fallu, pour arriver à avoir des armées nombreuses, instaurer le service militaire obligatoire, **avec de lourdes sanctions pour ceux qui ne se soumettraient pas. Auparavant, la guerre était le fait de mercenaires, qui étaient la lie du peuple, et l'historien Seignobos nous dit comment, lorsque les armées approchaient des villes, celles-ci fermaient leurs portes et faisaient tout leur possible pour les empêcher d'en franchir l'enceinte.**

Certes, les choses ne sont pas simples et rien n'est unilatéral. On peut citer tel ou tel cas où une nation semble avoir été guerrière : la Suède au dix-septième et au dix-huitième siècle, par exemple. Mais d'abord il faudrait savoir si l'armée suédoise représentait bien la population suédoise **et ensuite il y a longtemps que, ayant développé son économie, celle-ci est une des plus pacifiques du monde.**

Il y a eu aussi des races : les Mongols, les Turcs, les Huns semblent, collectivement, avoir été essentiellement guerrières. Mais cela n'est pas toute l'histoire, ni toute l'humanité.

Il est toujours possible, surtout aux gouvernants d'aujourd'hui, de « préparer » les esprits pour accepter de nouveaux combats. Cela même ne prouve pas que les peuples, allemand, russe, américain, anglais, français, etc. désirent « remettre ça ». Surtout parce que chacun sait que les bombes et superbombes atomiques ne laisseraient rien de vivant, en commençant par lui-même. Les généraux mêmes le savent, et pour la plupart, non plus ne désirent pas de conflit.

Ce qu'il y a, après le danger totalitaire dont Moscou a, pendant si longtemps, menacé le monde, c'est un engrenage d'institutions et une situation embrouillée d'où les gouvernants eux-mêmes ne savent comment sortir. Et nous regrettons qu'il ne soit pas possible d'organiser une campagne mondiale — c'est-à-dire y compris les nations d'au-delà du rideau de fer — pour mettre un frein à la fabrication de nouveaux armements dont à peu près personne ne souhaite se servir. Il y a aussi la négligence des peuples **qui n'est pas l'approbation. Mais, si l'on annonçait, demain, que l'accord a été fait pour un désarmement universel, l'humanité danserait de joie sur toute la surface de la terre.**

Humanisme et Individualisme

Gaston LEVAL

J'ai très souvent, au cours de ma vie, entendu répéter, à propos d'individualisme, ce que j'entends encore répéter de nos jours, et il me semble utile, dans cette période où nous nous efforçons de définir d'une façon aussi claire que possible ce que nous entendons par humanisme libertaire, de préciser ma pensée à ce sujet.

Je ne m'appelle pas individualiste, et je considère qu'il serait dangereux de faire de l'individualisme soit notre cheval de bataille, soit l'essence de notre pensée. Je ne prétends pas pour cela que nous devions lui opposer le collectivisme, ou la collectivité. Dans un cas comme dans l'autre, ces mots et cette querelle de mots sont dépassés, et c'est avec un esprit plus large que nous devons étudier, penser, écrire et parler.

La question de savoir si l'individu précède la société, ou la société l'individu, rappelle la fameuse querelle au sujet de l'œuf et de la poule : lequel précéda l'autre ? La poule ou l'œuf ? L'œuf ou la poule ? Il y a là de quoi se livrer à une débauche de subtilités dialectiques pour les maniaques du verbalisme. Et même en admettant qu'on puisse trancher cette question, je ne vois pas ce qui en sortirait d'utile pour notre comportement, car l'évolution incessante fait apparaître continuellement de nouvelles exigences de la vie, laquelle ne se développe pas comme une série de syllogismes ou de mécanismes dépendant rigoureusement, et nécessairement les uns des autres.

Il en est de même de l'individu et de la collectivité. Il est exact que sans individus il n'y aurait pas de collectivité. Mais il est tout aussi exact que sans collectivité il n'y aurait pas d'individus. Bakounine a insisté à différentes reprises sur cette vérité élémentaire : « La société, écrivait-il, est antérieure et à la fois elle survit à chaque individu humain comme la nature elle-même ; elle est éternelle comme la nature. »

Et, précisant plus encore sa pensée :

« L'homme ne devient homme et n'arrive tant à la conscience qu'à la réalisation de son humanité que dans la société et seulement par l'action sociale collective de la société tout entière ; il ne s'émancipe du joug de la nature extérieure que par le travail collectif ou social qui, seul, est capable de transformer la surface de la terre en un séjour favorable aux développements de l'humanité ; et sans cette émancipation matérielle, il ne peut y avoir d'émancipation intellectuelle et morale pour personne ; en dehors de la société, l'homme serait resté éternellement une bête sauvage ou un saint, ce qui signifie à peu près la même chose. »

Et c'est un fait que l'homme livré à lui-même dans la nature n'est qu'une vue de l'esprit, ou que les primitifs les moins sociables, ceux d'Australie ou de la Patagonie, par exemple, n'ont créé aucune technique, aucune civilisation. La collectivité a fait naître les totems plus ou moins créateurs de règles qui asservissaient l'individu tout en le protégeant ; sources de tabous et même de structures autoritaires ; mais elle a généralement, en contrepartie, rendu possible la naissance des créations supérieures de l'esprit qui lui permettaient, ou permettraient de se libérer des propres chaînes que, dans leur évolution tâtonnante, les individus qui la composaient avaient forgées. On sait que la simple expulsion du clan équivaut à la mort, dans la nature où il se trouve isolé, de l'individu « libre ». Sa liberté le tue, elle ne l'exalte pas.

Et si nous allons plus loin, l'individu homme, ou pré-homme, n'est-il pas le résultat de toutes les forces de l'évolution, n'a-t-il pas été engendré par le développement des formes vitales qui ont pullulé et se sont succédé sur notre planète, et qui furent elles-mêmes le résultat de la création cosmique ? Il ne s'est pas créé lui-même. Les hominiens qui sont apparus dans les lointains millénaires ont pu vivre et progresser grâce à cette loi de la vie qui les a rassemblés. On peut pourtant me rétorquer qu'ils se sont aussi dévorés les uns les autres, mais, comme Kropotkine l'a démontré dans *l'Entraide*, ce sont leurs aptitudes de sociabilité, comme ce sont les habitudes de sociabilité des espèces animales, qui leur ont permis, et qui permettent de sortir de la simple vie végétative et de parvenir à des pratiques supérieures d'existence.

Biologiquement donc, la vie *de l'espèce humaine* est collective plus qu'individuelle. S'il n'y a pas de collectivité sans individus, il y a encore moins d'individus, surtout d'individus ayant une certaine valeur, sans collectivité. Et affirmer que l'individu constitue la base, l'essentiel ou la fin d'une pensée humaniste — ce qui implique le rejet, ou pratiquement la mise à l'écart des préoccupations collectives — c'est condamner l'humanisme à n'être qu'un passe-temps de dilettantes, ou à l'avortement.

⁂

Je n'ignore pas cependant que la seule invocation de la collectivité conduit à des maux dont l'histoire est pleine, et aujourd'hui, ceux qui veulent éviter ou combattre l'impérialisme étatique, le totalitarisme, la domination des institutions économiques, politiques, religieuses qui dans l'histoire ont exploité, opprimé, massacré ou fait se massacrer les peuples, revendiquent de plus en plus les droits de l'individu. Au fond, quand le libéralisme qui dans la pensée des philosophes anglais du XVII[e] et du XVIII[e] siècle, et dans celle de Montesquieu, puis des encyclopédistes — Rousseau en partie excepté — réagissait contre les abus du pouvoir, de la monarchie absolue de l'Etat, il défendait les droits *de l'homme* contre les structures politiques dominatrices. Que le manque de maturité de la pensée philosophique, humaine et sociale ait limité, à notre gré, le droit de la majorité des individus en ne généralisant pas le droit de chacun à la propriété personnelle des moyens d'existence sans pour cela poursuivre sciemment l'exploitation de l'homme par l'homme n'enlève rien au but primordialement poursuivi. Déjà on s'était aperçu de la nécessité d'empêcher que l'Etat opprime les individus au nom de la société. C'est Proudhon, fils de la pensée libérale autant que socialiste, développée dans toutes ses conséquences qui, plus tard, complètera les conceptions juridiques de caractère essentiellement politique découlant de ces premiers pas.

Car de 1789 à 1840, le socialisme, déjà ébauché sans l'emploi du mot depuis Platon, ou que l'on trouve dans le clan communautaire de toutes les époques, s'était, en France, développé avec force. Gardons-nous d'en médire. En voulant assurer des moyens d'existence matérielle, le pain, le logement, le vêtement, l'instruction pour tous, ce sont les droits fondamentaux de chacun, de tout individu que Robert Owen autant que Godwin, Mably autant que Morelli, Babeuf et Saint-Simon, Fourier, Considérant, Louis Blanc, Sylvain Maréchal voulaient défendre. Ils n'avaient nullement l'intention d'opprimer chacun sous l'appareil réalisateur, de le soumettre à une oppression collective. Marx lui-même, malgré son autoritarisme individuel forcené, et ses disciples, ne poursuivaient pas consciemment ce but. Pour l'ensemble de ces hommes, résoudre le problème collectif, surtout économique, qui se posait à cette époque d'une façon beaucoup plus aiguë qu'à la nôtre, c'était en même temps résoudre le problème individuel.

Tel était du reste le raisonnement que soutenaient les anarchistes communistes dans leurs discussions avec les anarchistes individualistes. Réduire le temps de travail à quatre heures par jour, assurer aux hommes, en échange de ces quatre heures, le nécessaire pour leur vie matérielle, et six ou huit heures de loisirs quotidiens, ce serait pour l'individu un énorme pas en avant, écrivait Kropotkine que je cite de mémoire. Cela est toujours vrai, et prouve que s'il n'y a pas de solution collective valable tant que les individus qui composent la collectivité n'en profitent pas, il y a moins encore de solutions individuelles valables tant qu'elles ne sont pas trouvées et appliquées collectivement. Car la réorganisation du travail, les méthodes égalitaires de répartition des biens ne peuvent être le fruit de l'attitude de chacun pris individuellement, mais des efforts et de l'attitude de tous ceux qui, par les nécessités mêmes de la vie, coexistent sous différentes formes.

L'erreur dans les conceptions socialistes fut de négliger les méthodes, les « formes » de réorganisation sociale. La majorité de leurs fondateurs, pour avoir confondu l'Etat et la société, ont vu dans le premier l'incarnation organique de la deuxième — c'est aussi dans cette erreur que tombait Hégel — ne comprirent pas que l'appareil structurel qu'ils préconisaient était, malgré les apparences ou les spéculations philosophiques, une entité autonome ayant toujours imposé sa force, sa volonté de puissance et ses intérêts. Le mérite de l'école libertaire fut de l'avoir compris et proclamé. Mais la plupart des hommes n'étaient pas préparés pour faire cette distinction fondamentale. Combien le sont encore de nos jours ?

⁂

D'autre part, il est exact que souvent les structures organiques nécessaires à toute vie sociale, qui de nos jours groupe des millions et même des centaines de millions d'hommes peuvent, assez facilement, acquérir un caractère autoritaire par la concentration des leviers de commande ou des éléments de direction dans les mains d'une minorité de spécialistes ou de professionnels. Tant le mouvement syndical que le mouvement coopératif l'ont prouvé et archiprouvé : il ne sert à rien de fermer les yeux devant cette réalité. Mais le remède n'est pas dans le refus de l'organisation, ni dans la proclamation incessante des droits de l'individu. Il est dans le perfectionnement humaniste et libertaire des méthodes d'organisation, dans l'amélioration constante de ces méthodes, dans la capacité des hommes pour leur application. De plus, il y a tout de même une différence énorme entre un Etat constitué, que Marx définissait comme une superstructure parasitaire de la société, et qui l'est sur une large échelle (avec son vaste appareil bureaucratique et répressif), et la centralisation administrative d'orga-

nismes syndicaux et coopératifs qui peuvent, quand telle est la volonté des adhérents, se débarrasser des rouages internes devenus gênants.

L'humanisme libertaire n'implique donc pas seulement l'affirmation verbale des droits de l'individu. Il implique, tâche beaucoup plus difficile, l'organisation de la société en ce qui concerne ces droits. Car les droits de l'individu, de tous les individus qui, qu'on le veuille ou non, constituent une société dès qu'ils sont rassemblés par leurs tâches et leurs besoins divers, consistent, d'une façon très concrète, et comme je l'ai dit plus haut, d'abord à recevoir, dès le premier jour de leur vie, ce qui leur est indispensable pour ne pas mourir matériellement. Or cela implique la production de vivres, la production agraire, qui à son tour suppose une infrastructure adéquate à l'échelle nationale et internationale, l'organisation de moyens de transport, une structure industrielle immense et un appareil de distribution correspondant. Il suffirait de suivre tout le travail nécessaire pour la production et la distribution d'un litre de lait, d'un lange ou d'un biberon pour comprendre tout ce qu'implique dans les faits l'application de ce droit individuel primordial.

L'humanisme c'est d'abord cela, le droit de l'individu c'est d'abord cela, ou ce ne sont que paroles creuses. C'est aussi l'instruction à tous les degrés, avec la formidable organisation scolaire primaire, secondaire, supérieure, qui englobe aussi tant de spécialisations et qui, dans ce pays, s'étend à treize millions d'enfants et de jeunes gens et de jeunes filles. C'est l'organisation sanitaire et de l'hygiène, la lutte contre les maladies, les épidémies et la mortalité infantile avec un vaste appareil sanitaire que seule la société peut assurer. C'est l'organisation des loisirs, et dans d'innombrables directions, des contacts permanents entre les hommes. Et au-delà, c'est l'organisation, à l'échelle planétaire, de l'extraction et de la distribution des matières premières, des produits agricoles de différents climats, des produits industriels finis et semi-finis, des différentes formes d'énergie, etc.

Pour nous, cela entraîne des méthodes nouvelles d'organisation afin que toutes ces tâches, toutes ces activités soient assurées non seulement pour les hommes, mais aussi, et surtout, « par » les hommes, pour l'homme, mais aussi « par » lui. Naturellement, et l'école libertaire n'a cessé de le proclamer depuis sa naissance, si chaque individu ne bénéficie pas des modifications apportées à l'organisation de la société, il y a duperie, mensonge, escroquerie. Nous ne sommes pas les seuls à le dire maintenant. Pie XII lui-même l'a exposé excellemment dans plusieurs messages dont nous aurions pu signer certaines parties ; un nombre croissant de catholiques le dit aujourd'hui, ainsi qu'une école de « socialisme de la personne » qui s'est constituée en Italie, et des penseurs comme Martin Buber et Erich Fromm le professent à leur tour. Devant la suprématie absolue du collectif sur l'individuel, qui porte en soi une contradiction fondamentale puisqu'en sacrifiant tous les individus à la collectivité c'est, en fin de compte, toute la collectivité qu'on sacrifie, nombre d'yeux se dessillent et d'esprits s'éclairent. Le problème est de ne pas passer d'un excès à l'autre, de garder l'équilibre nécessaire de jugement et d'attitude.

⁂

J'ai écrit moi-même, dans mon essai sur l'éthique, qu'on n'avait pas encore trouvé le moyen de faire une collectivité parfaite avec des composants individuels imparfaits — ce que, du reste, écrivait Elisée Reclus dans *l'Homme et la Terre*. Et j'ai, depuis longtemps, combattu cette croyance qu'une révolution sociale triomphante transformerait du jour au lendemain tous les défauts des hommes en autant de qualités. Mais j'ai ajouté qu'il faudrait au moins que la minorité qui constitue, qu'on le veuille ou non, les cadres de la majorité, soit assez forte par son nombre et sa qualité pour montrer le chemin et entraîner par son exemple. Mais de là à demander que tous les individus composant une ou plusieurs nations, un continent, l'humanité entière aient changé avant d'entreprendre le changement des structures sociales et des rapports humains, il y a une marge énorme. L'évolution de l'humanité, du point de vue moralement supérieur qui nous intéresse — on pourrait ajouter du point de vue intellectuel — est avant tout l'œuvre des individus plus doués ou prédisposés par la nature, qui ont lutté pour le progrès des hommes : des savants, des penseurs, des apôtres de toutes les époques, de ceux qui ont vécu pour les autres plus que pour eux-mêmes. Ils n'ont pas attendu que tous fassent spontanément leur devoir, ils ont accompli le leur, et ils l'ont souvent payé de bien des souffrances. Cela aussi doit compter pour nous.

L'histoire du progrès humain est liée à ces individualités puissantes qui ne se sont jamais réclamées de l'individualisme, qui n'ont jamais placé leur « moi » au premier rang, qui n'ont pas fait de leur droit personnel, de leur bénéfice particulier, de leur satisfaction et de leur jouissance subjectivement considérées, le but de leur vie. Ces hommes-là ont pourtant été des individus supérieurs. En quoi un Max Stirner, un Emile Armand et d'autres individualistes ont-ils été supérieurs à un Galilée, un Pasteur, un Vincent de Paul, un Bakounine, un Tolstoï ? En quoi, tant de nos camarades non individualistes — je songe aux admirables lutteurs de base du mouvement libertaire que j'ai connus en Espagne, qui ont donné toute une vie d'abnégation, de courage, de persécutions — sont-ils, ont-ils été inférieurs à ceux qui ont vécu d'abord pour eux-mêmes ? Avoir une individualité ne signifie pas être individualiste ; s'appeler individualiste ne signifie pas avoir une individualité. Il y a là une confusion trop fréquente dont nous ne devons pas être victimes.

⁂

J'ai aussi maintes fois entendu ce raisonnement que répètent encore très souvent ceux qui se réclament de l'individualisme : « Avant de s'occuper de transformer la société, il faut se transformer soi-même ; avant de vouloir la perfection de l'avenir, il faut se perfectionner dès le présent. » C'était d'abord mal poser le problème, car il faut poursuivre d'emblée les deux tâches. Si je me perfectionne et si mon effort ne dépasse pas ma personnalité, cela ne mènera pas à grand-chose : il me faut à la fois et me perfectionner et lutter pour le perfectionnement social. Mais surtout, c'est parce que j'ai voulu servir au maximum le progrès humain que je me suis instruit le plus possible ; c'est parce que j'ai lutté pour un meilleur comportement des hommes que je me suis toujours efforcé d'améliorer mon comportement. Celui qui ne vit d'abord que pour soi, pour son plaisir, sa jouissance personnelle n'est pas obligé à une morale supérieure durable. Celui dont les buts dans la vie dépassent son individualité est obligé de toujours se dépasser. A un même degré de sincérité, l'individualiste est moins obligé d'apprendre, d'étudier, de s'élever. Il n'a pas besoin de connaître l'histoire pour en tirer des enseignements sociologiques de nécessaire envergure ; ni la vie économique des peuples, l'évolution de la pensée humaine, les problèmes psychologiques des familles ethniques, les créations de toute sorte et tous leurs mécanismes. J'avoue que pour ma part je me serais beaucoup moins efforcé de m'instruire, je me serais beaucoup moins enrichi individuellement si je n'avais pas toujours été, si je n'étais pas toujours poussé par le désir de participer à l'essor de la communauté humaine dans le temps et dans l'espace.

⁂

Placé sur ce terrain, une considération comme celle qu'on pourra m'objecter en me disant qu'en fin de compte tout revient à l'individu, car c'est de sa qualité que dépend le succès même des entreprises collectives, constitue pour moi une vérité bien insuffisante, car naturellement toute œuvre humaine dépend avant tout de la valeur individuelle de ceux qui s'y attellent. Mais cela ne me semble nullement justifier une théorie ayant l'ampleur que trop souvent on lui attribue. Car il s'agit d'une constatation élémentaire, comme celle qui consisterait à dire que pour marcher il faut avoir des jambes.

Quels que soient les hommes et leurs activités, (mener à bien un travail quelconque, la construction d'un pont ou des travaux agricoles, des tâches pédagogiques, une partie de foot-ball, et même gagner la victoire sur un champ de bataille), la valeur individuelle de chaque participant est toujours un élément décisif. Cela ne justifie nullement une théorie philosophique transcendante, car dans la plupart des cas les buts ou les méthodes collectives vont de pair avec l'éducation ou l'entraînement spécialisé qui ne sont que des moyens. Certainement nous ne pouvons, quant à nous, ignorer la nécessité de la valeur individuelle du propagandiste, du militant, de l'organisateur, tant du point de vue moral que de ses aptitudes pratiques. Mais nous ne sommes pas, loin de là, les seuls à le comprendre. L'Eglise catholique le comprend aussi, et Bakounine et Reclus soulignaient quelle force cette préparation donnait à l'ordre des jésuites. Les protestants en ont généralement tenu compte, et le communisme international a toujours travaillé très activement pour introduire, dans les syndicats, les usines, toutes les institutions où il a voulu mettre la main, des hommes préparés qui se sont souvent imposés par leur esprit de combat et leur spécialisation.

Justifier l'individualisme indifférent ou opposé aux problèmes collectifs au nom de cette capacité personnelle d'action, c'est donc pousser trop loin les conséquences théoriques d'une constatation de faits universelle. Mais je voudrais tout de même que nous sachions travailler individuellement comme ces adversaires que je viens d'énumérer. Notre prétention à plus d'individualité devrait au moins donner ce résultat.

⁂

J'ai tenu à poser le problème de l'individualisme par rapport à l'humanisme libertaire parce que nous avons derrière nous une longue expérience dont nous ne pouvons ni ne devons ignorer les leçons. L'anarchisme qui, comme mouvement, est entré mondialement dans une étape d'effondrement contre lequel j'ai lutté en vain depuis que j'en ai pris conscience — cela remonte à plus de quarante ans — a oscillé entre deux pôles : le grégarisme collectif où la croyance béate s'est substituée à la pensée active, et l'individualisme où l'effort pour le bien commun, ou si l'on préfère pour le bien de tous les individus, a été remplacé par les stériles cogitations sur le moi. Pas

assez d'individualité — et non d'individualisme — dans le premier cas ; pas assez de sociabilité, de vision des problèmes d'ensemble dont dépend la vie de l'individu, dans le deuxième. Comme conséquence, et pour les raisons propres à chacun d'eux, décadence inévitable. Notre humanisme libertaire doit éviter ces deux écueils, car il englobe à la fois et le problème individuel, et le problème collectif qui, tous deux, sont des aspects différents du problème humain ; les disjoindre, les séparer, faire dériver de chacun une école spécifique, c'est fatalement réduire le champ de notre vie intellectuelle et pratique et courir le danger de retomber à zéro.

C'est pourquoi je m'opposais récemment à la proposition d'un camarade qui nous demandait de déclarer que le but de l'humanisme libertaire était « l'individu harmonieux ». Car il s'agit, là encore, d'une formule qui semble tout dire et ne dit pas assez, ou ne dit rien. A choisir, je préfère dire que notre but est une société harmonieuse, car cela suppose fatalement que ses composants seraient en leur majorité, bien qu'*à des degrés divers,* bons, honnêtes, droits, loyaux, agissant par les qualités de la conscience et du cœur plus que par la contrainte que les défauts contraires rendent inévitable. En échange, les « individus harmonieux » risquent, au sens où l'entend l'individualisme sain, de n'être qu'une minorité, et cela ne semble pas devoir modifier jamais les rapports des hommes collectivement considérés.

Surtout la recherche d'un plus grand bonheur, de plus de dignité et d'amour dans la vie de l'humanité — et le sort de celle-ci est la préoccupation fondamentale de l'humanisme — oblige à un travail continuel de recherches, d'études, de création intellectuelle qui est la condition d'un non-dépérissement. Quoi qu'on en dise, bien des gens, lettrés ou illettrés, de simples paysans qui nous ignorent, des croyants et des incroyants et même des partisans de l'Etat, qui n'en ont pas besoin pour eux-mêmes, mais (erronément à notre avis) le jugent nécessaire pour le bien commun, savent naturellement être droits, probes et dignes dans leur vie individuelle et dans leurs rapports avec ceux qu'ils fréquentent. Nous qui croyons l'être aussi, nous savons que l'observation de cette conduite demande très peu d'efforts, malgré les affirmations contraires. Mais si nous sommes cent dans un groupe, et que nous nous contentons d'être le plus possible des individus harmonieux, cela n'aura guère d'importance en soi, surtout du point de vue social. Tant pour nous que pour les chrétiens, ou pour les bouddhistes, cette morale individuelle est un premier pas. Après viennent tous les autres.

Si, ne nous arrêtant pas là, et considérant que l'individu parfait, ou aussi parfait que possible (mais évitons ces exagérations prétentieuses) réalisé en nous n'est qu'un premier pas ; si, considérant qu'au-delà de nous il y a les autres — et Han Ryner lui-même le considérait ainsi puisqu'il croyait utile de propager ses idées (1) — la centaine d'individus que j'imagine travaille, en même temps, pour le progrès de l'humanité, il leur faudra acquérir toutes les connaissances liées à ces problèmes, depuis l'origine de la vie, le développement de tous les phénomènes terrestres, l'origine de l'homme, toutes les étapes du développement de l'humanité, la naissance, les caractéristiques et la mort des civilisations, les coutumes et le droit coutumier, l'apparition et les diverses caractéristiques des classes et de l'Etat, tous les aspects de l'économie à travers les âges, et ceux, toujours en évolution, de notre époque et de l'avenir prévisible, la géographie physique et humaine, les différents systèmes philosophiques et religieux, — cela est nécessaire aussi pour connaître l'humain — l'apparition et les changements des structures politiques, les écoles sociologiques diverses, les mouvements sociaux, l'évolution scientifique de nos jours, etc. On peut énumérer une foule d'autres problèmes et d'autres études. Et toutes ces recherches faites par le noyau supposé, dont on peut multiplier l'importance numérique, nourriraient notre esprit et notre intelligence, féconderaient notre vie mentale, nous permettraient de fonder cette école de pensée humaniste — et humaniste, répétons-le, parce qu'elle apporterait son effort à la solution des grands problèmes de l'humanité — d'élargir sans cesse et de rénover toujours notre œuvre vivante.

Sans cela, nous en arriverions fatalement et très vite à un égocentrisme stérile. Que certaines individualités aient survécu à ce naufrage n'infirme pas ce fait général. Et il ne vaudrait pas la peine de recommencer, de donner nos efforts, notre vie ou ce qui nous en reste et, qu'on le veuille ou non, les sacrifices que la lutte impose — ceux qui le nient n'ont pas beaucoup lutté — pour aboutir à un nouvel échec.

Plus nous donnerons, plus nous nous enrichirons.

---

(1) L'ami Renot me rappelait récemment que Han Ryner, individualiste quant à sa pensée philosophique et morale, déclarait dans un écrit que je n'ai pas eu l'occasion de lire que, du point de vue de la vie économique, il admettait très bien l'association avec d'autres individus. Mais cette déclaration de principe entraîne des conséquences formidables, car une telle association, indispensable pour quiconque se donne la peine d'y réfléchir avec un peu de bon sens, s'étend inévitablement à d'immenses et d'infinies activités convergentes, et solidaires dans lesquelles on ne peut que concevoir les choses à une échelle qui, de nos jours, est devenue mondiale.

NOTRE RÉUNION PROCHAINE

Le vendredi 19 février, à 20 heures 30, salle du Musée Social, rue de Solférino, aura lieu la réunion organisée par le Groupe Humaniste libertaire. Prendront la parole : Jacques Bouyé et Gaston Leval, Marcel Renot présidera.

Nous demandons à nos amis d'en prendre note.

A la Sorbonne

Bakounine vu par Gaston Leval

Louis SIMON

« *Bakounine, sa vie, son œuvre, son influence* », tel est le titre de la conférence que Gaston Leval a donnée samedi soir, 19 décembre, à l'amphithéâtre de géologie de la Sorbonne, sous les auspices de l'Association Philotechnique. Cet amphithéâtre était bien rempli, par des auditeurs chevronnés, mais principalement par des jeunes. Tous furent gâtés. Car, en une heure et demie, Gaston Leval parvint à tenir le pari invraisemblable de développer son sujet. Peindre l'homme extraordinaire et sa vie aventureuse, douloureuse souvent, révolutionnaire; présenter l'essentiel de sa pensée, en montrer la richesse, les prolongements, les conséquences et sa fécondité non encore épuisée, et jusqu'aux caractères fondamentaux de l'opposition de son fédéralisme libertaire avec le socialisme autoritaire de Marx. Gaston Leval avait devant lui une impressionnante multitude de notes, de fiches, de livres. Mais tous ces documents ne devaient lui servir qu'à préciser son propos par une lecture de texte probant. La passion qu'il mettait, l'amour qu'on sentait en lui pour un héros dont il était plein, déchaînèrent de longs applaudissements enthousiastes dans la jeune assemblée de ceux qui l'écoutaient.

C'est que Gaston Leval avait su présenter avec clarté et énergie, faire vivre une existence et une pensée qui, après un siècle, ne nous semblent pas inactuelles. Bakounine avait considéré l'état du monde moderne en devenir en prophète et en homme d'action, avec un coup d'œil génial. On peut le dire élève de Proudhon. Mais il a apporté une conception globale à la fois matérialiste et humaniste de la lutte pour l'accomplissement d'une Société libre. Toute décision, toute organisation devant venir d'en bas et s'étendre progressivement, fédéralement, à l'ensemble de la planète, conception basée sur la fonction fondamentale du travail, de la force des travailleurs, en même temps que sur l'élévation de leur culture dans une pensée universaliste. Farouchement, tout cela opposé à l'autorité et à l'Etat.

Je résume trop fortement sans doute ce qui avait déjà été ramassé et concentré par notre ami Gaston Leval. Il nous a convaincus, s'il en était besoin — mais, bien sûr, il en était besoin auprès de cette jeunesse curieuse qui vient s'instruire — de l'importance du passage comme fulgurant de Bakounine. L'annonciateur d'un monde libéré de l'asservissement et de l'exploitation, le combattant infatigable peut être, par certains, considéré comme vaincu. Mais nous savons, nous, que les vaincus d'hier sont souvent les triomphateurs de demain, que certaines défaites sont les promesses des victoires les plus éclatantes. Bakounine ne fut jamais écrasé, aux pires moments de ses prisons, par le poids oppressif de l'appareil d'autorité. En lui, la foi assurée de porter une vérité irrépressible maintenait l'ardeur — parfois dissimulée quand il fallait seulement durer avec patience. Il savait, avec tous les grands poètes — ne fut-il pas un poète de l'action ? — que la vérité est une vivante qui renaît de ses cendres comme le phénix quand on croit l'avoir assassinée et enterrée à jamais. Vérité, liberté, amour des hommes, tout cela n'est pas périmé.

Voir clair et loin

CASTOR

Un camarade m'écrit, après une discussion sur la réalité ou la non réalité du chômage en France, pour me signaler que dans tel département, dans telle ville, dans telle contrée, il y a ici deux mille chômeurs, là, fermeture d'usine qui laissera cinq cents ouvriers sans travail, ailleurs un autre cas semblable, enfin que les demandes d'emplois augmentent dans telle ou telle publication. Il en déduit qu'aux *Cahiers de l'Humanisme libertaire* on ne donne pas assez d'importance à ces problèmes, et que l'on n'utilise pas assez ces faits pour combattre le capitalisme.

Ce point de vue n'est pas le mien. Non que ces hauts et ces bas de l'économie capitaliste me soient indifférents, ni que la situation des travailleurs devenus chômeurs ne m'intéresse pas. Mais il est un genre de critique qui montre une méconnaissance des réalités d'ensemble, trahit l'habitude de gonfler les faits en leur donnant une importance mille fois plus grande qu'ils n'ont et d'en attendre des résultats correspondants. Depuis qu'on a commencé à raisonner, à écrire, à parler ainsi, on aurait dû, il y a belle lurette, renoncer à ces exagérations qui ne mènent qu'à nous leurrer sur les possibilités révolutionnaires, et à ne pas faire ce que nous devons pour assurer le triomphe effectif auquel nous aspirons.

Il ne sert à rien de minimiser verbalement les forces de l'ennemi et d'augmenter, verbalement aussi, les nôtres. Sur le champ de bataille, au moment des épreuves décisives, ce sont les forces et la capacité réelles qui comptent. On ne fait pas la révolution avec des mots, on ne change pas les conditions de la vie sociale en déformant, par ignorance réelle ou erreur volontaire, les données réelles du problème auxquelles on s'attaque.

Ce même camarade, vieux militant syndicaliste admirable, avait beau nous accumuler les citations sur le chômage partiel dans telle ou telle région, ce n'est pas pour cela que le capitalisme est à la veille d'une crise. En France, considéré dans l'ensemble, il y a insuffisance de main-d'œuvre. Si l'on compte en tout quelques dizaines de milliers de chômeurs, généralement vite recasés dans d'autres usines ou d'autres emplois — ce qui correspond de nos jours à la mobilité des industries, à leurs rapides transformations, ou déplacements, ainsi qu'il arrive aux Etats-Unis — le fait dominant est que l'on manque de travailleurs dans bien des industries — dont le bâtiment et le textile — et qu'il y a beaucoup plus d'offres que de demandes d'emplois ; que des centaines de milliers de travailleurs algériens, espagnols, polonais, africains noirs, portugais, italiens et d'autres nationalités sont absorbés sans difficulté. La production industrielle augmente à un rythme certain et le standard de vie s'élève pour une proportion croissante.

Que cela nous plaise ou non, les choses sont ainsi, et l'attitude intelligente n'est pas celle qui consiste à nier la réalité, car on aura beau vouloir persuader les travailleurs, globalement pris, qu'ils sont très malheureux, ils ne nous écouteront pas s'ils ne le sont pas ou ne se sentent pas tels. On aura beau prendre prétexte d'un chômage croissant, nos paroles ne porteront pas si les chômeurs ne représentent que 1 pour 100 de l'ensemble, et le plus souvent ne le sont qu'accidentellement, ou s'il suffit de changer de métier pour avoir du travail.

Cela a toujours été une de nos habitudes que de généraliser des cas particuliers et d'en prédire des conséquences disproportionnées. Il est très facile de prendre des faits isolés et d'en déduire que nous sommes à la veille de la révolution. Il suffit d'avoir un peu d'imagination et de savoir accumuler des mots. Mais si nous pouvions avoir sous les yeux tous les articles qui, depuis le début du siècle, par exemple, ont annoncé l'imminence de la catastrophe finale du système capitaliste en se basant sur la diminution, même réelle, de la production, sur la réduction du travail dans telle ou telle industrie, sur le déficit de la balance commerciale, sur la dévaluation monétaire, etc., cela nous semblerait bien ridicule.

Il faut changer notre manière de raisonner, étudier davantage, écrire et parler plus sérieusement, ne pas être seulement des polémistes occasionnels ; il faut aller au fond des choses et embrasser les grands problèmes. Il est vrai que ceux-ci sont, le plus souvent, composés de problèmes plus petits, mais cela n'est pas une raison pour les ignorer dans leurs dimensions réelles et ne s'arrêter qu'aux détails en négligeant l'ensemble. C'est parce qu'on l'a trop fait, par facilité de raisonnement, que l'on est constamment dépassé par les événements. C'est aussi pour cela que la mentalité prolétarienne n'est pas à la hauteur de la tâche que nous lui assignons.

Il est temps d'élargir notre vision des choses et de raisonner comme des sociologues, petits ou grands, mais comme des sociologues, et non pas seulement comme des révolutionnaires ne dépassant pas le stade du prolétarisme, ne sachant que critiquer les détails en regardant les choses par le petit bout de la lorgnette, comme des gens qui croient en faire suffisamment en grignottant de-ci, de-là, sans plus de conséquences que l'importance qu'ils donnent à leur grignottage. La révolution, la transformation de la société, c'est quelque chose de beaucoup plus important, et qui demande beaucoup plus d'efforts.

"La honte des siècles"

Voici un livre qui ne vieillira pas.

Son auteur, Abécassis, qui ne prétend pas avoir fait ce qu'on appelle une critique historique, examine avec une parfaite lucidité les monstruosités et les origines des codes religieux dont se réclament la plupart des animaux humains.

Comme nous, il se demande comment, « dans un même cerveau, peuvent vivre en bon voisinage le vrai et le faux, le préjugé et la raison, sans que cet esprit ressente le trouble que ce monstrueux amalgame doit provoquer. »

Nous assistons, à notre époque, à une « réforme » des religions, réforme de pure façade car, incrustées dans les esprits, les superstitions dont elles se nourrissent sont comme le grondement d'un volcan toujours menaçant pour la liberté des hommes.

Le « Dieu qui voit tout », cette bêtise chère encore aux hommes du vingtième siècle comme elle l'était aux Bédouins des antiques tribus d'Arabie « inventeurs de toutes ces ignominies, à ces nomades à l'esprit et au cœur stériles comme leur désert, à leurs mœurs perverses, à leur bestialité infâme. »

Dieu des primitifs auquel on élève toujours des Temples, ce Dieu « présent auprès du menteur, du voleur, de l'assassin auquel le croyant ne songe même pas à reprocher son impuissance » ce Dieu-là, on le voit naître dans l'ouvrage d'Abécassis qui étudie et rend claires les origines de la Bible « véritable recueil de passions, de vertus et de vices ; recueil désordonné, fait non pas pour les expliquer, mais simplement pour les étaler dans le sublime comme dans le carnage et la dégradation ». Et c'est aux sources que l'auteur est allé, c'est-à-dire à l'Ancien Testament non expurgé, et pas du tout aux benoîtes écritures dont les Eglises exigent des fidèles la lecture.

Les croyants, disait Renan, « digèreraient des pierres ». Ils ont, en effet, bon estomac. Mais, parmi les Eglises, la catholique sait que la Bible toute nue, toute crue, risquerait d'être indigeste. Aussi les horreurs, les impudicités qu'elle étale sont soigneusement atténuées, voire tout simplement supprimées.

Voyez-vous l'enfant de Marie, aux yeux et au cœur candides, lisant : « Mets je te prie, ta main sous ma cuisse et je te ferai jurer par l'Eternel Dieu du Ciel et de la terre que tu feras ce que je te demande. (*Genèse,* chapitre XXIV).

Ou bien : « pendant que Jacob habitait cette région, Ruben (son fils) alla coucher avec Bilha, concubine de son père, et Jacob l'apprit ». Ouvrons encore un peu la cannelle : avec sa suite, Jacob va vers Canaan. Ils arrivent devant la ville ; alors : « Dina, fille de Jacob sortit pour voir les filles du pays. Elle fut aperçue par Sichen : il l'enleva, coucha avec elle et la déshonora. » (*Genèse,* chapitre XXXIV en entier).

Encore un petit coup ? Oui, mais en abrégeant un peu, avec votre permission : « Pour suivre les conseils des fils de Jacob, tous les mâles de la ville se font circoncire. » Pendant qu'ils étaient encore souffrants, les fils de Jacob passèrent au fil de l'épée tous les mâles du pays. Ils prirent tous les biens, tous les troupeaux ; ils emmenèrent comme esclaves les femmes et les enfants. » (*Genèse,* chapitre XXXIV).

Faits saillants de l'histoire des Hébreux, drames épouvantables qui mit fin à l'existence de la nation juive, inquisition, origine du christianisme et, à ce propos, dissertation claire et simple sur les œuvres de l'historien juif Flavius, dans lesquelles on ne trouve rien qui justifie l'existence du nommé Jésus. Dans Philon, vivant à la même époque, rien non plus.

Mais c'est l'histoire de la Bible, de ses origines chez des demi-sauvages, qui appelle l'attention du lecteur. Et tous les éléments de superstitions que ses contes et ses légendes contiennent sont venus jusqu'à nous embellis par les prêtres de tout poil. Et ils sont vénérés par les croyants modernes, comme vous savez.

Ceux de nos amis qui liront *La Honte des Siècles* conserveront précieusement cet ouvrage qui ne sera sans doute pas réédité. Ce sera leur bréviaire.

M.R.

Ce livre de 250 pages est en vente aux « Cahiers » au prix de 4 F l'exemplaire, franco.

Petit additif à votre débat sur le syndicalisme

Maurice LIME

Mon cher Leval,

Mon argumentation, si elle se rencontre le plus souvent avec celle des « syndicalistes révolutionnaires » est cependant celle d'un syndicaliste tout court. Une prise du pouvoir par les chefs syndicaux ne me paraît pas souhaitable. Ils deviendraient des technocrates plus combatifs, donc plus dangereux, que ceux en place. Leur rôle doit rester celui de la défense du prolétariat contre tous les dirigeants de la Société, *quels qu'ils soient*.

D'autre part, si je suis d'accord (à longue, très longue échéance) avec un salaire social appliqué internationalement, je dois rappeler que là n'était pas le débat. Il s'agissait de savoir si les ouvriers de chez Renault avaient raison de réclamer (comme en 1936) les 40 heures payées 48 heures. Or, tu n'as pas répondu à mon argument qui faisait ressortir *que, pour éviter la crise, il fallait maintenir le marché intérieur*, donc maintenir le pouvoir d'achat des ouvriers, *ce à quoi les technocrates eux-mêmes s'appliquent !* Nous n'allons tout de même pas être en retrait sur eux !

Evidemment, tu as raison de dire que l'on ne peut guère sortir plus de produits d'une économie que ce qu'elle peut en donner. Mais le partage du gâteau peut se faire de bien des façons ! Et si longtemps qu'en France même, un manœuvre gagne 450 F à 600 F par mois, alors qu'un Directeur d'usine en a 8.000 et un Directeur de banque jusqu'à 60.000 et, (grâce à ses combines) même 120.000 et plus par mois ! (12 anciens millions) le syndicalisme revendicatif n'a pas besoin de justification théorique.

Un dernier mot sur les coopératives industrielles, agricoles et sur les circuits directs. Aussi intéressantes que peuvent être de telles expériences (moi-même j'ai été un des dirigeants de l'Association des Ouvriers en Instruments de Précision, qui est la plus grande coopérative de production française, et je suis aujourd'hui encore coopérateur) je ne pense pas que c'est par cette voie que le prolétariat pourra sortir de sa condition, alors que toutes les possibilités de financement sont aux mains des technocrates.

Ce serait une grave erreur si les syndicats, oubliant leur tâche de défenseurs des travailleurs, se consacraient *essentiellement* à l'organisation de coopératives sans avenir.

A chacun son rôle.

COMMENTAIRE A L'ADDITIF

Je crois qu'il y a déviation sur le sujet discuté. Le point de départ avait été notre bref commentaire à la revendication de la semaine de quarante heures payées quarante-huit dans l'industrie automobile. Ce commentaire disait que l'augmentation du prix de revient qui en résulterait favoriserait la concurrence internationale avec, à la clef, une diminution des ventes des voitures françaises, et que, par conséquent, certaines revendications sont inapplicables en régime capitaliste. Et il terminait en affirmant qu'il fallait que les syndicats ouvriers comprennent la nécessité de « sauter la barrière » du capitalisme.

D'autre part, et quoique cela n'était pas ce qui se débattait, le maintien artificiel d'une industrie touchée par la surproduction — étant donné les possibilités d'écoulement — n'a jamais été un remède en matière économique. Car il ne peut s'appliquer qu'aux dépens de l'ensemble de la nation, ce qui se répercute désastreusement pour les contribuables, et nous payons déjà assez d'impôts, directs et indirects. Maurice Lime demandait la « réduction des horaires sans toucher aux salaires ». Dans le cas concret qui nous occupe (le malaise de l'industrie automobile), c'est justement parce que cette industrie traverse une situation difficile qu'elle peut moins encore faire cette opération qui n'est possible qu'en période de pleine expansion, et sans que l'on ait à craindre l'irruption des voitures italiennes, allemandes ou américaines. Nous sommes toujours en régime capitaliste.

Le maintien du pouvoir d'achat intérieur pour éviter la crise n'empêchera pas la mévente d'automobiles car ce ne sont pas les travailleurs de l'automobile qui constituent le gros de la clientèle des usines Renault. Et en augmentant le prix de revient par la diminution des heures de travail pour un même salaire, on ne mettra pas mieux les voitures à la portée de la masse des acheteurs, bien au contraire. Le problème est infiniment plus complexe, et il aurait mérité d'être analysé plus à fond.

La crise qui éclata aux Etats-Unis en 1929, et qui ne fut qu'une des crises cycliques — quoique la plus terrible de toutes — auxquelles le capitalisme donnait lieu dans les nations industrielles, depuis un siècle et demi, ne fut pas due particulièrement aux excédents de production de l'industrie automobile nord-américaine, mais d'abord à la formidable vague de spéculation générale que la « prosperity for ever » avait déclenchée, faisant monter artificiellement toutes les valeurs industrielles, tandis que, d'autre part, l'agriculture se ruinait misérablement.

Enfin, on comprendra qu'il n'y a nul désaccord de notre part quant à la disparité des salaires, problème dont nous nous sommes occupé déjà bien des fois, et qui demanderait un long examen. Car dans l'ensemble, ce qu'on pourrait enlever aux techniciens et technocrates pour le distribuer aux salariés les plus défavorisés ne représenterait pas, dans la masse, un changement si important qu'il puisse empêcher qu'aujourd'hui telle industrie, demain telle autre ne souffre d'une production excédentaire. Et de plus, même s'il était possible d'améliorer quelque peu la condition de vie matérielle des travailleurs les plus défavorisés, il y aurait sans doute mieux à faire qu'acheter des automobiles : loger décemment, par exemple. Une économie saine ferait sans doute fermer quelques fabriques d'automobiles pour multiplier les chantiers (1).

Quant aux coopératives, pourquoi leur rôle ne serait-il plus de transformer la société, comme l'avaient projeté les pionniers de Rochdale, comme l'ont proclamé Ernest Poisson, Charles Gide et l'école de Nîmes, comme le veulent encore tant de coopératistes ? Et pourquoi les syndicats renonceraient-ils aux buts fixés par le syndicalisme révolutionnaire et par la Charte d'Amiens ? Ou, pour ne pas être des courroies de transmission du capitalisme, devraient-ils n'être que les agents d'exécution d'un appareil technocratique qui constituerait, fatalement, une nouvelle aristocratie ?

(1) Disons aussi qu'une économie sociale ne doit pas s'organiser selon un critère capitaliste. Il ne s'agit pas de produire, pour produire, de vendre pour vendre, d'acheter pour acheter, ce qui, même bien organisé, implique ou peut impliquer une pagaïe irrationnelle. Il s'agit de produire ce qui correspond aux besoins normaux de tous les membres de la société, en ne forçant pas les choses pour que telle ou telle industrie vende ce qu'elle produit en excédent, tandis que telle ou telle autre ne produit pas assez de choses beaucoup plus nécessaires. Nous mentionnons les logements, dans ce pays dont plus de la moitié des immeubes sont ignobles et malsains. On pourrait ajouter la nécessité de construire des écoles et des hôpitaux, de reconstruire et d'embellir les villes et les lieux de travail, de moderniser la vie dans certaines régions... Combien d'autres tâches encore !

VIENT DE PARAITRE :

Jacques BOUYE
L'HOMME DANS L'INDUSTRIE.

Laureano RIERA
UNE EXPERIENCE PASSIONNANTE
PAR 5 000 OUVRIERS.

Gaston LEVAL
BALLOBAR

Une collectivité agraire en Espagne.

Un livre de 120 pages

Prix : 3 francs, envoi compris

NOUS AVONS EN VENTE

Nous tenons à la disposition de nos lecteurs, pour faciliter la diffusion de nos idées, les éléments de propagande suivants (prix franco dans tous les cas) :

Socialistes libertaires, pourquoi ? (0,20 F)

Le Chemin du socialisme (40 pages, **0,60 F**)

L'Enfance en croix, récit par Gaston Leval (224 pages, **7 F**)

Eléments d'éthique moderne, par Gaston Leval 105 pages, **2,50 F**)

Pratique du socialisme libertaire, par Gaston Leval (82 pages, y compris quatre schémas, **2 F**)

Le Monde nouveau, son plan, sa constitution, son fonctionnement, par Pierre Besnard (124 pages, **3 F**)

Des miracles de Lourdes à Teilhard de Chardin, par Georges Las Vergnas (**5,50 F**)

La honte des siècles, par Abecassis (206 pages, **4 F**)

ADMINISTRATION — Abonnement annuel : France : **8 F.** - Etranger : **10 F.** - L'exemplaire : **0,70 F.**
Demandes et mandats à : **Mme Luce OTTIE - 21, rue des Mathurins, BIEVRES (Seine-et-Oise) - C.C.P. Paris 5935 - 17**
DIRECTION — Gaston LEVAL - 33, boulevard Edgar-Quinet, PARIS (14e)

Le directeur-gérant, **Gaston LEVAL**

idi, Argenton, Indre - Dépôt légal : 1er trimestre 1965.